

12.2 Épargne - Patrimoine

Fin 2012, le **patrimoine** économique **national** s'élève à 13 588 milliards d'euros, soit près de huit fois le produit intérieur net de l'année. Après une hausse modérée en 2011, le patrimoine est quasi stable en 2012 (+ 0,4 %). Ce fort ralentissement concerne la plupart des secteurs institutionnels et la majorité des actifs non financiers. Elle provient principalement du patrimoine en constructions et en terrains, affecté par le retournement des prix immobiliers. Dans le même temps, le passif financier net se creuse vis-à-vis du reste du monde (- 411 milliards d'euros après - 361 milliards en 2011), les créances progressant moins rapidement que les dettes.

Comme le patrimoine global, celui des **ménages** augmente faiblement, de 1,6 %. Il atteint 10 554 milliards d'euros, ce qui correspond à huit fois leur revenu disponible net. Cette décélération reflète la stagnation du patrimoine non financier des ménages, constitué en majorité de logements et de terrains. Leur patrimoine financier net augmente toutefois fortement, de 7 %, notamment via la hausse de la valeur des actions qu'ils détiennent. Les effets de valorisation jouent aussi, mais dans une moindre mesure, sur l'encours des contrats d'assurance-vie (+ 3,1 % après + 1,6 % en 2011). Enfin, la croissance des dépôts bancaires des ménages reste soutenue, notamment en raison du relèvement des plafonds du livret A et du livret de développement durable intervenu en cours d'année.

Dans le même temps, la valeur nette des **sociétés non financières (SNF)** se replie. Cette contraction est en partie imputable au ralentissement de leurs actifs non financiers, tant pour les constructions et terrains que pour les machines, les équipements et les stocks. Dans le secteur manufacturier, la morosité des perspectives de production et la faiblesse des taux d'utilisation des capacités sont peu favorables à l'investissement. Ce repli pèse sur le patrimoine non financier des SNF et s'accompagne d'un moindre recours à l'endettement. Leur passif financier augmente nettement, du fait de la revalorisation des actions qu'elles ont émises. Enfin, le passif des **administrations publiques** continue de croître.

En 2011, 57 % des salariés du secteur marchand non agricole ont eu accès à au moins un dispositif de participation, d'intéressement ou d'épargne salariale. Près de 7,1 millions d'entre eux ont effectivement reçu une prime au titre de la participation ou de l'intéressement ou bénéficié d'un abondement de l'employeur sur les sommes qu'ils ont versées sur un **plan d'épargne entreprise (PEE)** ou sur un **plan d'épargne retraite collectif (Perco)**. Les dispositifs de participation, d'intéressement et d'épargne salariale sont surtout présents dans les grandes entreprises et dans certains secteurs d'activité (énergie, activités financières et assurance). Les entreprises de 50 salariés ou plus concentrent 89 % des salariés ayant accès à au moins un de ces dispositifs. ■

Définitions

Épargne salariale : ensemble de dispositifs dont l'objectif est d'associer les salariés aux résultats de leur entreprise et de favoriser l'épargne collective et le développement des investissements des entreprises.

Patrimoine national : patrimoine des résidents sur le territoire national. Il repose sur la propriété d'actifs économiques susceptibles de faire l'objet de transactions. En particulier, il ne comprend pas les monuments historiques.

Administrations publiques, épargne des ménages, ménage, organisme de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), plan d'épargne entreprise (PEE), plan d'épargne pour la retraite collective (Perco), sociétés non financières (SNF), taux d'autofinancement, taux d'épargne des ménages, taux d'épargne financière, taux d'investissement en logement : voir rubrique « définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « Le patrimoine économique national en 2012 – une quasi-stabilité » *Insee Première* n° 1480, décembre 2013.
- « Participation, intéressement et épargne salariale en 2011 : une baisse de 4 % des montants distribués », *Dares Analyses* n° 68, novembre 2013.
- « Les revenus et le patrimoine des ménages », *Insee Références*, édition 2013.
- « L'économie française », *Insee Références*, édition 2013.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr, rubrique Publications et services\Collections nationales\Insee Références

Patrimoine national des secteurs institutionnels fin 2012

en milliards d'euros

	Ménages ¹	Sociétés non financières	Sociétés financières	Administrations publiques	Ensemble de l'économie nationale
Actifs non financiers	7 697	4 264	285	1 754	14 000
Constructions et terrains	7 175	2 676	243	1 638	11 732
dont : logements	3 611	612	55	57	4 335
autres bâtiments et génie civil	154	975	74	1 005	2 208
terrains bâtis	3 410	1 088	113	576	5 188
Machines et équipements	48	493	13	26	580
Actifs financiers²	4 242	5 093	11 765	981	22 081
dont : numéraires et dépôts	1 274	448	3 030	131	4 883
titres hors actions	66	72	3 105	69	3 313
crédits	32	726	2 774	92	3 625
actions et titres d'OPCVM	1 011	2 771	2 218	418	6 418
provisions techniques d'assurance	1 573	52	95	1	1 720
Passifs financiers²	1 395	7 457	11 219	2 412	22 484
dont : numéraires et dépôts	0	0	5 137	114	5 252
titres hors actions	0	506	1 588	1 769	3 863
crédits	1 152	1 629	412	271	3 464
actions et titres d'OPCVM	0	4 266	1 894	0	6 168
provisions techniques d'assurance	0	0	1 737	0	1 737
Patrimoine financier net	2 847	- 2 364	535	- 1 428	- 411
Patrimoine (ou valeur nette)	10 544	1 899	819	326	13 588

1. Y c. entrepreneurs individuels et institutions sans but lucratif au service des ménages.

2. Hors produits dérivés.

Sources : Banque de France; Insee, comptes nationaux - base 2005.

Les dispositifs d'épargne salariale

	2000	2005	2011
Participation			
Montant brut distribué ¹	4 927	6 989	7 124
Nombre de bénéficiaires ²	4 254	4 848	4 806
Montant moyen en euros	1 158	1 442	1 482
Intéressement			
Montant brut distribué ¹	3 799	5 708	6 616
Nombre de bénéficiaires ²	3 283	4 119	4 396
Montant moyen en euros	1 157	1 386	1 505
Plan d'épargne entreprise (PEE)			
Montant brut distribué ¹	974	1 302	1 406
Nombre de bénéficiaires ²	2 024	2 418	2 236
Montant moyen en euros	481	539	629

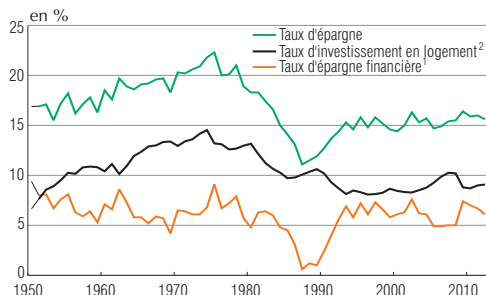
1. En millions d'euros.

2. En milliers.

Champ : entreprises de 10 salariés ou plus du secteur marchand non agricole, hors intérim et secteur domestique en France métropolitaine.

Source : Dares.

Taux d'épargne des ménages de 1950 à 2012



1. Rapport entre la capacité de financement des ménages et le revenu disponible brut.

2. Rapport de la formation brute de capital fixe des ménages au revenu disponible brut.

Source : Insee, comptes nationaux - base 2005.

Taux de détention par grand type d'actifs

en %

	2010
Livrets d'épargne	84,8
Épargne-logement	30,9
Valeurs mobilières	18,9
Ensemble assurance-vie, épargne retraite	46,6
Patrimoine financier	92,0
Patrimoine immobilier	59,8

Champ : ménages ordinaires.

Source : Insee, enquêtes Patrimoine 2009-2010.

Actifs financiers des ménages dans quelques pays de l'UE en 2012

	Stocks		dont en %		
	en Mds d'euros	en % du PIB	Monnaies et dépôts	Actions et autres titres	Provisions d'assurances
Allemagne	4 939	187	41	22	36
Autriche	529	173	45	34	19
Belgique	1 030	274	32	42	25
Bulgarie	44	111	43	39	8
Danemark	659	270	19	27	53
Espagne	1 781	173	48	34	15
Estonie	14	83	38	39	14
Finlande	235	122	38	40	20
France	4 220	208	30	25	37
Grèce	259	134	73	15	4
Hongrie	98	102	38	46	11
Italie	3 592	229	33	48	18
Lituanie	25	77	43	37	9
Pays-Bas	1 984	331	22	14	63
Pologne	338	86	45	25	27
Portugal	388	235	39	33	16
Roumanie	98	74	33	53	4
Royaume-Uni	5 576	291	29	14	54
Slovaquie	49	70	64	8	22
Slovénie	38	106	52	29	12
Suède	973	235	17	43	39

Source : Eurostat.